



LES SALARIÉS EXIGENT AVEC LA CGT LE RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL

Communiqué de presse

Une nouvelle étape dans la violence a été franchie par le gouvernement Valls : les **forces de l'ordre ont chargé les militants** de la CGT à Fos-sur-Mer, rassemblés pour le retrait de la loi travail, sans sommation, sans discussion, avec des armes blessantes telles que tirs de flash-ball, gaz lacrymogènes et matraques en tous genres.

Les syndicalistes et les salariés grévistes ne sont pas des voyous. Ce sont des travailleurs en légitime défense face à un pouvoir politique désavoué par la majorité de la population, opposée à son projet dévastateur des droits et libertés des salariés. Un pouvoir politique sans légitimité, mis **en minorité, qui s'arme d'un 49-3** pour bafouer **les instances de la démocratie à l'Assemblée nationale**.

De nombreux salariés du pétrole sont en grève. Qualifier leur action de « blocage » revient à remettre en cause le droit individuel de chaque travailleur à la grève

En revanche, on peut qualifier de blocage l'action d'un gouvernement au service de la finance, qui semble oublier les électeurs, les salariés.

Le problème, c'est l'autisme de ce pouvoir policier et non l'action démocratique des salariés.

La grève est un droit. Notre objectif est le retrait de la loi Khomri et la seule « pénurie » que nous visons est celle des profits qui remplissent les poches des patrons du pétrole.

Le gouvernement a été plus réactif pour retirer un projet de loi sur la taxation du capital : en 2012, les « patrons pigeons » dénonçaient, par Internet, la hausse des taxes sur la cession de leurs entreprises, **prévue par le projet de loi de finances 2013**. En seulement une semaine, le gouvernement **a reculé et opté pour un dispositif d'imposition** beaucoup plus « allégé », répondant rapidement aux demandes patronales.

Ces choix politiques tournent le dos aux intérêts collectifs des salariés, de la population, qui subissent **l'austérité salariale, mais sont fortement complaisants envers les intérêts des multinationales. C'est ce qui a créé une fracture entre la société civile et ce pouvoir éloigné des attentes sociales.**

LA LOI KHOMRI DOIT ÊTRE RETIRÉE.

En acceptant que le secteur routier soit exempt **d'une partie de la loi Khomri par la garantie du paiement des heures supplémentaires majorées de 25 %**, le gouvernement reconnaît que cette loi est **une régression sociale qu'il veut imposer à tous les salariés, s'ils ne défendent pas leurs droits par la grève.**

LA SEULE RÉPONSE à apporter à ce gouvernement est L'AMPLIFICATION de la mobilisation par la grève pour obtenir LE RETRAIT DE LA LOI.

Face aux postures dictatoriales du gouvernement, qui ignore l'opinion publique, les représentants du peuple et la mobilisation des salariés, **la FNIC-CGT appelle l'ensemble des salariés de toutes les professions à s'inscrire dans le mouvement de grève reconductible et de mobilisation.**